

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 21 au 25 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BAfD évalue à 35,6 Mds USD le déficit de financement annuel en Afrique centrale.
- **Cameroun** : Visite du directeur général d'Expertise France.
- **Congo** : le Congo et le FMI négocient un nouveau Programme.
- **Gabon** : la BAfD dresse un état contrasté de l'économie gabonaise dans son rapport pays 2026.
- **Tchad** : 300 entreprises attendues au Forum d'affaires France – Tchad pour mobiliser des investissements.
- **RDC** : la RDC cartographie 3 349 sites pour 167,2 GW de potentiel hydroélectrique.

Régional

La BAfD évalue à 35,6 Mds USD le déficit de financement annuel pour accélérer la transformation structurelle d'ici 2030

Dans son [rapport 2026](#) sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique centrale, la Banque africaine de développement (BAfD) estime à 42,9 Mds par an les besoins de financement nécessaires pour accélérer la transformation structurelle de la région d'ici 2030. Le déficit de financement s'élèverait quant à lui à 35,6 Mds USD, dont 91 % seraient concentrés entre la RDC (45 % du total), le Cameroun (25,9 %) et le Tchad (20 %). La croissance régionale, bien que résiliente, reste insuffisante : elle passerait de 3,6 % en 2025 à 3,8 % en 2026, puis atteindrait 4,1 % en 2027, avec une progression du revenu par habitant limitée à 0,9 % en moyenne. Pour combler cet écart, la BAfD recommande l'élargissement de l'assiette fiscale (plutôt qu'une hausse des taux), une meilleure efficacité dans la préparation et l'exécution des projets, ainsi que la diversification des sources de financement, notamment via les obligations de la diaspora — dont les transferts ont atteint 650 Mds au Cameroun en 2025. Concernant le Cameroun, le diagnostic confirme des faiblesses structurelles : la moitié des dépenses d'investissement public y sont jugées inefficaces, et seulement 26 % du portefeuille actif de la BAfD (1 629 Mds FCFA) avaient été décaissés à mi-juillet 2026.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

35,6 Mds USD

Le déficit de financement annuel de l'Afrique centrale pour accélérer sa transformation structurelle d'ici 2030

Le Bassin du Congo éligible à une initiative britannique de 438 M USD en faveur de l'adaptation aux changements climatiques

Le Royaume-Uni a [annoncé](#) la mobilisation d'une enveloppe de 438,2 M USD via le Fonds pour l'environnement mondial pour financer la lutte contre l'instabilité liée au changement climatique et à la perte de biodiversité. Le financement vise à renforcer la sécurité alimentaire et hydrique et protéger les écosystèmes dont le Bassin du Congo. L'appui financier cible ainsi six pays d'Afrique centrale abritant près de 300 millions d'hectares de forêts. L'objectif étant de préserver ce puits de carbone majeur.

Régime préférentiel de la CEMAC : 14 entreprises camerounaises obtiennent leur admission

Le ministre du commerce a officialisé le 10 septembre [l'admission](#) de 14 nouvelles entreprises camerounaises au régime préférentiel de la CEMAC. Au travers de cet

acte, 120 nouveaux produits pourront être exportés sur le marché sous-régional sans devoir payer de droits de douanes. Les produits agréés touchent un large éventail de secteurs comme l'industrie avec Hoka Industrie (32 produits) ou les produits synthétiques de la Société des Produits Nouveaux (11 produits). Le Cameroun conforte son avance sur les autres pays de la zone avec 91 entreprises agréées et 1 328 produits éligibles, loin devant le Gabon, second avec 14 entreprises pour 249 produits. Cet événement renforce la position de force du pays sur le marché sous-régional, le Cameroun concentrant déjà plus de 44 % du PIB de la CEMAC en 2025.

Cameroun

Visite du directeur général d'Expertise France

Le directeur général d'Expertise France, Jérémie Pellet, a effectué une visite de travail au Cameroun les 17 et 18 septembre 2026, accompagné de sa directrice générale déléguée, Amélie Delaroche. Cette mission a permis de renforcer le partenariat stratégique avec les autorités camerounaises à travers plusieurs audiences notamment avec Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Économie (MINEPAT). Les [échanges](#) avec le ministère de l'économie ont porté notamment sur les perspectives de coopération entre le Cameroun, la France et l'Union européenne, avec un accent particulier sur les projets susceptibles de contribuer au développement économique et social du pays. Les échanges alignés sur les priorités de la stratégie européenne Global Gateway ont abouti à l'engagement d'intensifier la coopération technique à travers trois axes : la diversification des secteurs d'intervention, l'augmentation du volume des projets financés et le positionnement du Cameroun comme un hub régional majeur pour l'agence en Afrique centrale, où elle gère un portefeuille global de près de 53 M EUR. Pour mémoire, l'initiative Global Gateway vise à soutenir des investissements et des infrastructures durables dans plusieurs secteurs, notamment les transports, l'énergie, le numérique, la santé et l'éducation.

S&P maintient pour la 2^{ème} fois la note du Cameroun à « B-/B »

S&P Global Ratings a [confirmé](#) le 18 septembre 2026 les notes souveraines « B-/B » du Cameroun, à long et court terme, en devises comme en monnaie locale, assorties d'une perspective stable et d'un risque de transfert et de convertibilité évalué à « BBB- ». L'agence abaisse ses prévisions pour la croissance réelle de 4,3 % à 3,5 % pour la période 2026-27 et révisé à la hausse celles pour le

déficit fiscal à 2,5 % du PIB. S&P a exprimé son inquiétude face à la contraction du secteur des hydrocarbures et à la baisse du nombre de barils par jour de 54 200 en 2025 à 43 800 en 2028. S'ajoute à cette perspective le recul attendu de la production de GNL et des performances moins importantes qu'anticipées dans l'agriculture et l'industrie. La notation est cependant soutenue par les progrès du secteur minier, avec un programme de 3,1 Mds USD répartis sur trois projets de minage de fer, et le potentiel énergétique du pays, porté par les futurs barrages de Grand Eweng et de Kikot. Malgré le niveau stable de la dette, l'agence de notation alerte sur la progression du déficit de 1,1 % entre 2022 et 2025 à 2,5 % en 2026, poussé par des subventions énergétiques en augmentation, tout comme les dépenses publiques. S&P note enfin la vulnérabilité de la position extérieure du Cameroun face à la volatilité des cours des matières premières, dont le pays dépend pour ses exportations. Peu d'effets positifs sont attendus sur le déficit courant suite au conflit au Moyen-Orient et son niveau devrait atteindre 4,4 % du PIB en 2026 contre 3,8 % en 2025.

Pénurie de gaz domestique : le MINEE menace de suspendre les opérateurs défaillants

Face à une pénurie de gaz domestique (GPL) persistante depuis début du mois de septembre dans plusieurs villes du pays, le ministre de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) a signé le 23 septembre 2026 une lettre [circulaire](#) encadrant les opérateurs, au terme d'une concertation avec la filière. Le MINEE y relève des retards, voire des défauts, de paiement des importateurs par certains marketers, le non-respect des parts de marché, des enlèvements orientés vers les industriels au détriment des points de vente et la revente à ces derniers de gaz subventionné. La circulaire impose le respect des délais de livraison et de paiement, la répartition des cargaisons par la SCDP (Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers) conformément aux contrats, la priorité aux importations destinées au marché national et un parc minimal de 10 000 bouteilles pour tout distributeur avant enlèvement. Les contrevenants s'exposent à la suspension, voire au retrait de leur agrément. En partie, la crise combine un choc d'offre lié à la défaillance de la SCTM, ex-leader, dont les livraisons sont suspendues depuis juin pour des impayés aux importateurs.

Financement agricole durable : la CAFI engage 24,6 M USD via IDH au profit des coopératives agricoles

Le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) a procédé, le

16 septembre 2026, au [lancement](#) officiel de l'« Investment Development & PSE Hub », un dispositif visant à faciliter l'accès des PME, coopératives et entreprises agroalimentaires aux financements privés, tout en promouvant des chaînes de valeur agricoles durables et sans déforestation. Porté par l'Initiative pour le commerce durable (IDH) et financé à hauteur de 24,6 M USD (env. 14 Mds FCFA) par l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale (CAFI en anglais), ce projet court jusqu'en janvier 2031 et s'inscrit dans le cadre de la SND30. Les fonds, décaissés progressivement, sont conditionnés à l'avancement du programme, aux engagements du secteur privé et aux résultats environnementaux vérifiés. Ils ne sont pas versés directement aux bénéficiaires, mais financent une assistance technique, un capital d'amorçage remboursable, des Paiements pour Services Environnementaux (PSE), rémunérant les producteurs engagés dans l'agroforesterie ou la protection des forêts, et un réseau de mise en relation avec investisseurs et acheteurs. Le projet cible notamment des acteurs trop grands pour la microfinance mais insuffisamment structurés pour le crédit bancaire classique, en les accompagnant dans la construction de leur modèle économique. IDH ambitionne de mobiliser 29 M USD supplémentaires d'ici 2030, via des financeurs privés et climatiques.

Congo

Le Congo et le FMI négocient un nouveau programme

Une mission du FMI [séjourne](#) à Brazzaville, du 24 septembre au 7 octobre 2026, pour lancer les négociations d'un nouvel accord de Facilité Élargie de Crédit (FEC) avec l'État congolais ainsi que les consultations de 2026 au titre de l'article IV. La mission a été reçue par le ministre des Finances, Christian Yoka, qui s'est exprimé sur l'importance de cette mission qui « permet de matérialiser les engagements de court terme pris par les Chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), lors du sommet tenu le 22 janvier 2026 à Brazzaville, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Guesso, Chef de l'État ». Le ministre a également formé le vœu que les échanges avec les équipes du Congo-Brazzaville se déroulent dans un esprit constructif et permettent d'avancer vers la conclusion d'un nouveau programme.

Le gouvernement lance le processus d'élaboration du PND 2027-2031

Le 21 septembre 2026 au Centre International de Kintélé, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a [lancé](#) les travaux d'élaboration du nouveau Plan National de Développement (PND) 2027-2031. Le nouveau PND s'articule autour de cinq priorités : le développement du capital humain, l'amélioration des systèmes éducatifs et sanitaires, le renforcement de la protection sociale, de la formation professionnelle et de l'employabilité des jeunes. Par ailleurs, la diversification économique, une priorité qui figurait déjà dans le PND 2022-2026, est érigée une nouvelle fois en priorité pour 2027-2031 par le chef du gouvernement.

Le Congo mobilise 19,1 Mds FCFA, loin des 35 Mds FCFA demandés sur le marché des titres publics

Au terme de quatre opérations d'adjudication pour lever 35 Mds FCFA (53,4 M EUR) sur le marché des titres publics de la CEMAC, le Congo n'a finalement [mobilisé](#) que 19,1 Mds FCFA (29,1 M EUR), soit un peu plus de 54,5 % du montant initialement recherché. Cette contre-performance intervient dans un contexte de forte exposition des banques régionales à la dette publique congolaise. Dans le détail, sur 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) recherchés, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) à 52 semaines ne reçoivent que 250 M FCFA (381 000 EUR), soit un taux de couverture de seulement 2,5 %. La demande est également restée insuffisante pour les BTA à 26 semaines avec 5,3 Mds FCFA (8 M EUR) mobilisés sur les 10 Mds FCFA sollicités et les Obligations du Trésor Assimilables à trois ans, 3,5 Mds FCFA levés pour 5 Mds FCFA recherchés. Seule la réouverture d'une ancienne OTA à 6 % arrivant à échéance en mars 2028 a atteint ses objectifs, avec 10,1 Mds FCFA mobilisés sur les 10 Mds FCFA recherchés.

Les projets de potasse de Kore Potash menacés par le manque de financement

Le 18 septembre 2026, la société britannique Kore Potash a annoncé que le lancement de ses projets de potasse de Kola et de Dougou (département du Kouilou) pourrait être retardé ou indéfiniment reporté. En dépit d'une trésorerie excédentaire de 7,5 M USD au 30 juin 2026 (en repli de 29 % par rapport aux 10,6 M USD enregistrés au 31 décembre 2025), le solde pourrait être négatif en mai 2027. La société a précisé devoir lever des capitaux d'ici juin 2027 pour couvrir ses besoins de fonds de roulement et honorer ses dettes. Principal actif de Kore Potash, le gisement de Kola possède un potentiel minier considérable avec près de

848 millions de tonnes de réserves. Le projet Kola prévoit à terme une production annuelle de 2,2 millions de tonnes.

Gabon

La BAfD dresse un état contrasté de l'économie gabonaise dans son rapport pays 2026

La BAfD dresse le portrait d'une économie résiliente, mais fragilisée : en 2025, la croissance a ralenti à 2,7 %, contre 3,4 % en 2024, sous l'effet du recul du pétrole (-2,9 %), des mines (-2,1 %) et de l'industrie du bois (-23,7 %). Le secteur des transports a, pour sa part, fléchi de 3,5 %. Ce ralentissement a été amorti par le BTP, les services (+4,4 %) et les industries de transformation (+8,8 %), tandis que la consommation a progressé de 4,4 % et l'investissement public de 11,2 %. L'inflation a été contenue à 1,8 %. Mais le déficit public s'est creusé à 5,3 % du PIB, la dette à 78,9 % et le solde courant est redevenu déficitaire (-1,5 %). Pour 2026 et 2027, la BAfD table sur une reprise modérée, à 3 % puis 3,1 %, portée par les secteurs hors pétrole, prévisions particulièrement prudentes lorsqu'on les compare à celles de la Loi de finances rectificative qui tablait sur une croissance revue à 4 %, contre 6,5 % initialement. La BAfD incite les autorités gabonaises à renforcer la discipline budgétaire et à améliorer la gestion de la dette, tout en poursuivant la diversification, l'amélioration du climat des affaires et la promotion d'une croissance inclusive.

Le conseil des ministres adopte le projet de loi de finances 2027

Le PLF 2027 arrête un budget de l'Etat à 6 223,1 Mds FCFA, en équilibre entre recettes et dépenses, avec des ambitions nettement revues à la hausse par rapport à l'exercice précédent. Il progresse de 727,9 Mds FCFA, soit +13,2 % par rapport à la loi de finances rectificative de 2026 fixée à 5 495,2 Mds FCFA. Cette hausse prévue est largement financée par l'endettement et les ressources de trésorerie, plutôt que par une progression substantielle des recettes publiques (évaluées à 3 291,7 Mds FCFA en 2027 contre 3 243,5 Mds FCFA en 2026). Aligné sur le projet de société « Bâtissons l'édifice nouveau » porté par le Chef de l'Etat, Brice Clotaire Oligui Nguema, et le plan national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030, ce budget doit, selon le gouvernement, mettre en œuvre un programme ambitieux de réformes économiques avec le concours des partenaires techniques et financiers (PTF). La progression budgétaire repose principalement

sur les emprunts, les appuis budgétaires et autres ressources de trésorerie : le gouvernement prévoit notamment 1 144 Mds FCFA d'emprunts internationaux, 600 Mds FCFA sur les marchés domestiques ou régionaux, 300 Mds FCFA d'emprunts bancaires et 600 Mds FCFA d'appuis budgétaires. Les charges financières de la dette (intérêts) passent de 487,6 en 2026 à 667,3 Mds de FCFA en 2027, soit une hausse proche de 37 %.

Le Groupe BGFI Bank parmi les 500 banques les plus performantes, selon Forbes et Statista

Le premier groupe bancaire d'Afrique centrale, dans la catégorie des banques de taille moyenne inférieure, détenant entre 10 et 20 Mds USD d'actifs, rejoint 24 autres banques africaines originaires de 14 pays dans le classement inaugural « World's Top Performing Banks 2026 » regroupant des établissements issus au total de 89 pays et les évaluant sur la base de leurs performances financières, selon 4 critères (la rentabilité pour 30 % ; la croissance et la qualité des résultats pour 20 % ; la résilience du capital et du financement pour 25 % ; la qualité des actifs et l'efficacité pour 25 %) et non sur la taille de leurs actifs. Il côtoie désormais les établissements kenyans Equity Group et KCB, nigérian Guaranty Trust Holding, sud-africain Capitec et marocain Saham Bank. Le Groupe BGFI Bank a réalisé en 2025 un bilan de 7 428 Mds FCFA, en progression significative de 25 % par rapport à 2024, avec un résultat net de 133 Mds FCFA en augmentation de 9 % par rapport à 2024 (122 Mds FCFA).

Tchad

Forum d'affaires France - Tchad : près de 300 entreprises attendues pour mobiliser des investissements

Le Tchad et la France organisent, le 25 septembre 2026 à Paris, un [forum d'affaires](#) destiné à renforcer les partenariats économiques entre les deux pays. Organisé avec le MEDEF International, le rendez-vous réunira près de 300 entreprises et responsables institutionnels tchadiens et français autour des opportunités d'investissement au Tchad. Au centre des échanges figure le Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 », dont le gouvernement entend présenter les projets prioritaires et les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires. Les investisseurs seront invités à se positionner dans des secteurs jugés stratégiques, notamment l'eau, l'énergie, les infrastructures, les mines, l'industrie, l'agriculture,

l'élevage, la santé et la formation. Le forum prévoit des sessions plénières, des rencontres entre entreprises et pouvoirs publics, des ateliers thématiques ainsi que des échanges B2B et B2G. L'objectif est de transformer les intentions de coopération en projets financés, partenariats opérationnels et protocoles d'accord au service de la transformation économique du pays à l'horizon 2030.

Filière aurifère : le ministère des Mines reprend à la SONEMIC la gestion du Guichet unique

Une [note circulaire](#) signée le 21 septembre 2026 par la ministre des Mines, du Pétrole et de la Géologie, Mme Fatimé Haram Acyl, officialise le [retrait](#) de la gestion du Guichet unique des métaux précieux à la Société nationale d'exploitation minière et de commercialisation, la SONEMIC. Désormais rattaché directement au ministère, le Guichet unique est chargé de recevoir et de traiter l'ensemble des démarches liées aux autorisations ainsi qu'aux opérations d'achat, de vente, d'importation et d'exportation de l'or et des autres pierres précieuses.

RDC

La RDC cartographie 3 349 sites pour 167,2 GW de potentiel hydroélectrique

Le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité a lancé le 21 septembre 2026 la [plateforme HYDRO-RDC](#), un portail qui centralise la nouvelle cartographie du potentiel hydroélectrique de la RDC. Un [arrêté ministériel](#) signé le 16 septembre 2026 confère à cette cartographie une portée réglementaire : l'octroi de nouvelles concessions et licences hydroélectriques devra désormais se fonder sur cette base, qui recense 3 349 sites pour un potentiel total estimé à 167,25 GW. Le portail est hébergé au sein du ministère, mais accessible depuis les sites du Secrétariat général, de l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité (ARE) et de l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER). Le principal apport de cette cartographie est la possibilité de hiérarchiser les sites en fonction de leur proximité avec les villes, les bassins industriels et miniers ou les zones rurales, encore peu électrifiées, afin de mieux orienter les investissements. Cette démarche s'inscrit dans les objectifs de Mission 300, initiative portée par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD) pour raccorder 300 millions de citoyens africains supplémentaires à l'électricité d'ici 2030. Dans son Pacte national de l'énergie associé, la

RDC vise un passage du taux d'accès à l'électricité d'environ 21,5 % à 62 % d'ici 2030, soit un accès pour environ 82 millions de personnes.

La RDC prépare le COPA Digital, mécanisme de financement dédié aux entreprises numériques

L'Unité de coordination du projet TRANSFORME et l'Unité de gestion du Projet de transformation numérique (PTN) ont signé un [protocole d'accord](#) destiné à préparer le lancement du COPA Digital. Ce dispositif a pour but de sélectionner, financer et accompagner des startups, des PME digitales et des structures d'appui à l'innovation en RDC. Le PTN, qui porte cette initiative, bénéficie d'un crédit de 400 M USD de la Banque mondiale et d'un cofinancement de 100 M EUR de l'AFD, soit une enveloppe globale d'environ 510 M USD. Le COPA Digital couvrira plusieurs étapes, allant de la réception et de l'évaluation des candidatures à la sélection des bénéficiaires, à l'attribution de subventions, à l'accompagnement entrepreneurial et au suivi de l'utilisation des financements. Il s'inscrit dans le troisième volet du PTN, consacré aux compétences numériques avancées et à l'innovation. Le protocole prévoit que TRANSFORME mette à disposition du PTN durant la phase pilote de 16 mois ses procédures, guides, modèles et outils numériques, la plateforme étant adaptée aux candidatures du COPA Digital, avant la mise en place d'un système propre au PTN.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
1-3 octobre 2026	5ème édition des journées du banquier de la CEMAC	Bangui (RCA)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-15 octobre 2026	Forum économique « Repats Congo »	Brazzaville (Congo)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
18-20 novembre 2026	5ème édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Août-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	84	3	6	8	1117	406	649
Variation mensuelle (%)	6%	-4%	6%	1%	1%	2%	1%
Variation annuelle (%)	27%	-5%	-22%	-1%	9%	0%	1%
Variation sur 5 ans	22%	-32%	140%	67%	-2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	88%	-1%	96%	116%	45%	3%	3%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).